



HAL
open science

La JAC et le progrès : spiritualité et syncrétisme dans la modernisation agricole

Pierre Alphanéry, Pierre Bitoun, Yves Dupont

► To cite this version:

Pierre Alphanéry, Pierre Bitoun, Yves Dupont. La JAC et le progrès : spiritualité et syncrétisme dans la modernisation agricole. Les Carnets du paysage, 31, Actes Sud, 240 p., 2017, Carnets du Paysage, 978-2-330-07517-0. hal-01604288

HAL Id: hal-01604288

<https://hal.science/hal-01604288v1>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

La JAC et le progrès : spiritualité et syncrétisme dans la modernisation agricole

Extrait du livre de Pierre Alphanodéry, Pierre Bitoun, Yves Dupont, *Les Champs du départ. Une France rurale sans paysans ?*, La Découverte, Paris, 1989, deuxième partie : “Histoire de la politique agricole moderne”.

LA JAC : L'HUMANISME CHRÉTIEN AU SERVICE DE LA MODERNISATION

Nous avons vu que tous les auteurs qui ont cherché à interpréter le mouvement général de modernisation de l'agriculture s'accordent sur l'idée selon laquelle l'entrée, nécessaire et inévitable, de l'agriculture dans la modernité ne se réalise qu'à partir des années 1960. C'est le moment où une nouvelle élite paysanne, composée de jeunes agriculteurs formés à la JAC et animateurs du Cercle national des jeunes agriculteurs (CNJA) depuis 1956, conquiert les principaux postes aux dépens des responsables syndicaux traditionnels et se prononce résolument en faveur d'une politique de modernisation et de coopération étroite avec les pouvoirs publics. Cette interprétation est en réalité le produit d'une vision strictement institutionnelle et politique des mouvements sociaux et d'une application à l'agriculture de la conception economiciste et finaliste de l'histoire qui rapporte les pratiques sociales aux “nécessités” du progrès et du marché. Dans cette conception, le christianisme jaciste est jugé secondaire et le courant des jeunes agriculteurs est conçu comme le faire-valoir d'une modernisation dont ni le sens, ni le caractère inéluctable ne sont à aucun moment discutés. Au fond, dans cette version des choses, le CNJA n'aurait réussi à s'imposer dans les organismes agricoles que parce qu'il était détenteur des idées nouvelles et justes de la modernité.

Or le modernisme de la JAC et du CNJA n'a pas eu un caractère aussi novateur que celui qu'on lui a souvent prêté. Nous avons montré que dès 1945 s'est exprimé, au ministère, dans les commissions agricoles du plan Monnet et à la Confédération générale de l'agriculture (CGA), un courant planiste et rationalisateur porteur de propositions précises en matière de modernisation. La proximité des idées de ce courant avec celles de l'humanisme chrétien est illustrée par le fait que les jacistes utilisent fréquemment les idées des planistes dans leurs sessions de formation. Ainsi, dans la même perspective, c'est René Dumont qui rédige la préface de *Motorisation et avenir rural*¹, un livre programmatique écrit par René Colson, secrétaire de la JAC de 1942 à 1951 et figure emblématique de ce mouvement. La même année, la 37^e session des Semaines sociales de France² réunit des chrétiens du monde rural et des planistes autour du thème “Le monde rural dans l'économie moderne”. Les débats s'y nouent à partir d'une idée commune aux participants,

1. R. Colson, *Motorisation et avenir rural*, préface de René Dumont, CNER, Paris, 1950.

2. Mouvement lié au courant catholique social, acquis au corporatisme dans les années 1930, puis à l'humanisme chrétien dans l'après-guerre.

que Charles Flory, président du mouvement organisateur, exprime ainsi dans sa leçon d'ouverture : "Notre position sera nette. Et un seul argument suffirait à la justifier : la modernisation est inévitable, pourquoi s'attarder en de vains regrets ? Mais le problème mérite d'être abordé au fond. Une certaine forme de civilisation paysanne appartient au passé. Il en est d'autres possibles qui, loin d'être nécessairement inférieures, marqueront peut-être un progrès³." Mais il poursuit ainsi : "N'est-ce pas le processus providentiel de notre civilisation chrétienne en constante gestation : dépasser un déséquilibre transitoire pour accéder au niveau supérieur ? Et de fait, les exigences du réalisme économique, comme celles du progrès social, nous invitent à nous engager résolument dans cette voie".

LA DIMENSION RELIGIEUSE DU PROGRÈS

L'originalité de la démarche de la JAC semble bien résider dans la dimension religieuse donnée à la modernisation de l'agriculture. En concevant cette modernisation non comme une fin en soi, mais comme un moyen au service d'une philosophie mouniériste de l'épanouissement de l'individu et de la pratique de la solidarité dans la communauté humaine, en diffusant cette conception du monde au travers d'une pédagogie empirique fondée sur l'enquête militante en milieu rural et un dialogue égalitaire enseignant-enseigné, la JAC a formé des milliers de paysans à l'idée qu'"un christianisme bien compris" était "non seulement une montée vers Dieu mais encore un puissant stimulant du progrès⁴". On voit ainsi comment se sont articulés l'humanisme chrétien progressiste et le rationalisme technico-économique. Pour paraphraser le titre d'un livre célèbre de Max Weber⁵, on peut dire que l'éthique chrétienne et l'esprit du personnalisme ont constitué dans l'après-guerre le ferment du productivisme en agriculture. Ils ont fourni à ce dernier sa dimension spirituelle, c'est-à-dire l'idée selon laquelle l'application du rationalisme technico-économique à l'exploitation agricole devait permettre la réalisation temporelle des idéaux chrétiens d'épanouissement matériel et spirituel de l'individu et de charité de l'homme envers ses semblables.

Concrètement, la dimension spirituelle du productivisme s'est exprimée essentiellement dans deux directions :

– il est du devoir des agriculteurs, en valorisant le progrès technique, de produire un maximum de denrées au prix de revient le plus bas possible pour nourrir ceux qui ont faim en France et dans le monde ;

– l'emploi de la machine et une meilleure organisation du travail permettent l'épanouissement de la personne et de meilleures conditions de vie qui donneront aux agriculteurs une dignité de citoyens modernes, à l'égal des urbains.

Bien d'autres secteurs ont connu cette contribution du christianisme militant à l'édification de la société de croissance⁶. Parce que le discours de la rationalité économique se présente comme un savoir rigoureux, cohérent et autonome, cette dimension religieuse de la modernité est trop souvent reléguée au second plan. Elle a pourtant été décisive dans le chemin parcouru par la JAC, du courant corporatiste agrarien dont elle est issue à son action rationalisatrice dans le développement de l'agriculture. À l'origine, la JAC s'inscrit en effet parmi les nombreux efforts déployés depuis la fin du XIX^e siècle par l'Église et les catholiques pour préparer, contre les méfaits du libéralisme et la montée du socialisme, une organisation corporative de la société française⁷. Créée en 1929 par la hiérarchie ecclésiastique, dirigée et contrôlée par cette dernière, les jésuites de l'Action populaire, les responsables de l'Union catholique de la France agricole (UCFA) et la Société des agriculteurs de France, la JAC a pour mission de rechristianiser les campagnes, d'y promouvoir un ordre social chrétien, et trouve ses premiers soutiens dans les bastions de l'aristocratie foncière de l'Ouest. S'il est possible de déceler, *a posteriori*, dans les idées et les actions jacistes de cette période la trame d'une rénovation du catholicisme social et d'une rupture avec l'ordre éternel des champs, ces transformations n'interviendront réellement qu'après la guerre. Au cours des années 1930, la JAC assure la diffusion de l'enseignement agricole par correspondance patronné par le syndicalisme de la rue d'Athènes et multiplie les fêtes agraires, les concours de culture, les bals et les manifestations sportives et culturelles dans les villages pour y ranimer la vie sociale et le sentiment religieux. Par ses journées et ses semaines rurales dont l'organisation rappelle celle des Semaines sociales de l'Église, elle cherche à former une élite rurale et participe à la popularisation du corporatisme dans les campagnes. Jusqu'au début de l'année 1944, la JAC apporte logiquement son soutien à la Révolution nationale du maréchal Pétain. En 1941, elle reçoit en zone sud l'agrément du Secrétariat général de la jeunesse qui "confère aux mouvements d'action catholique un caractère public et les met au service de toute la jeunesse française⁸." La JAC développe alors ses activités. Elle crée notamment un centre de documentation et d'information rurale dont le but est d'expliquer le rôle de la Corporation paysanne et de la politique agricole vichyssoise et propose pour ses campagnes 1940-1943 des thèmes d'études

3. Voir les *Actes de la 37^e session des Semaines sociales de France*, Nantes, 1950, p. 21.

4. D. Barrès, F. Bourquelot, F. Colson, H. Nallet, *La JAC et la Modernisation de l'agriculture*, INRA/ESR/EHES, mars 1980, p. 22.

5. M. Weber, *L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme*, Librairie Plon, Paris, 1964.

6. On pense notamment à l'action d'Eugène Descamps à la CFTC, puis à la CFDT, de François Bloch-Lainé au ministère des Finances, de Pierre Massé au Commissariat au plan ou, plus proche de nous, à celle de Jacques Delors.

7. Nous utilisons ici les données recueillies par F. Colson, *La JAC des origines à la Libération*, INRA, Paris, 1976.

8. H. Holstein, *L'Évolution du monde rural en France et l'attitude de la JAC de 1930 à 1950*, thèse de doctorat de sciences religieuses, 1946, p. 261. Cité in F. Colson, *La JAC des origines à la Libération*, op. cit., p. 28.

aussi chers au pétainisme que “En face du foyer et de la famille”, “Le travail au champ” ou “Au service de la patrie”. En 1941, Jean Terpend, l’un de ses dirigeants en zone occupée, définit ainsi la finalité du travail de formation qu’elle assure : “Les hommes nouveaux, la JAC en a formé des centaines et des centaines. Ils viendront dans la Corporation avec toute leur foi : à tous les échelons ils serviront avec le désintéressement, l’ardeur, la lucidité qu’ils ont mis ailleurs [...]. Ils travailleront, ils lutteront, s’il le faut, pour préparer des générations de paysans nombreux et heureux, qui dans la pensée du Maréchal sont indispensables à la France, si elle veut retrouver son équilibre et sa prospérité⁹.” Organisées entre septembre 1943 et janvier 1944, les élections des vingt-huit mille syndicats locaux de la Corporation paysanne consacreront d’ailleurs, malgré des dissensions au sein du mouvement, le succès de très nombreux militants jacistes.

L’APPORT DU PERSONNALISME

Est-il concevable que ces liens organiques de la JAC avec le catholicisme social et la société rurale traditionnelle, son adhésion au corporatisme vichyssois aient pu s’évanouir au travers de ce qu’on nomme couramment le renouveau jaciste de la Libération, c’est-à-dire le moment où la JAC, sous l’impulsion de jeunes exploitants familiaux comme René Colson et des dominicains d’Économie et humanisme comme le révérend père Allo, rejoint à la fois le productivisme planiste et démocratique d’un René Dumont et la rénovation de l’idéal chrétien qu’incarne le personnalisme d’Emmanuel Mounier ? Les choses nous semblent plus complexes, à l’image même de la doctrine personnaliste qui va imprégner et diriger le discours et la pratique jacistes de l’après-guerre et aura, rappelons-le, conduit Emmanuel Mounier de l’école d’Uriage à la Résistance.

Un extrait des cahiers de formation de la JAC de 1952¹⁰ nous emmène au cœur de cette complexité. À la question : “Nos exploitations répondent-elles aux exigences du christianisme ?”, il est dit que, pour un chrétien, le but de l’exploitation “ne doit pas être le gain” mais “le service rendu à la société”. Le recours à ces valeurs dans les années 1950 montre bien toute l’ambiguïté du verbe jaciste. En effet, dans les années 1930, ces valeurs chrétiennes sont au centre du débat sur l’avenir de la société française et traduisent la volonté, partagée par de très nombreux courants sociaux, de retrouver, après un siècle et demi d’individualisme libéral, l’unité et la cohésion de la communauté nationale. Elles sont exprimées en des termes rigoureusement

identiques dans certains documents du catholicisme social traditionnel aussi fondamentaux que l’encyclique *Quadragesimo Anno* de Pie IX et les Semaines sociales d’Angers de 1935 sur l’organisation corporative. Elles s’inscrivent alors dans le projet général de collaboration des classes au bien commun qu’incarnent l’organisation des professions en corporations et la promotion d’un ordre social chrétien dans les campagnes. Sous le régime de Vichy, ces valeurs viendront aussi entretenir toute la symbolique pétainiste de la cohésion naturelle de la communauté villageoise, de la Terre nourricière et du messianisme paysan en matière de ravitaillement.

Poursuivons la lecture du texte : “L’esprit routinier” de trop d’exploitants agricoles est “contraire à l’esprit de service [...]. Est-il conforme à l’esprit de service de se contenter de revendiquer des prix de vente plus élevés sans jamais se demander s’il n’y a pas de gros efforts à faire pour améliorer ses conditions de production et ses rendements en vue d’un prix de revient plus bas ? Est-il, par exemple, normal de ce point de vue de vouloir maintenir à tout prix des exploitations dont les dimensions trop modestes ne peuvent permettre l’introduction de moyens techniques plus modernes ? Est-il également normal de rester dans cet esprit individualiste, réfractaire à toute idée d’entraide et d’entente, qui permettrait une utilisation commune de moyens plus rationnels ?” On peut voir ici quelles sont la nature et la portée historique du renouveau jaciste de la Libération. Le refus du gain et l’esprit de service ne viennent plus nourrir l’organicisme pétainiste du terroir mais un organicisme de la rationalité économique et sociale moderne. Désormais, pour ces paysans à l’idéal chrétien rénové, l’esprit de service s’identifie à la contribution que doivent apporter à la construction d’une société de bien-être général des agriculteurs-citoyens responsables, conscients de leur “esprit routinier”, de leur arriération culturelle comme de l’interdépendance des secteurs de l’économie et de la nécessité de l’exode rural. Pourtant, toute référence à la sociabilité villageoise n’a pas disparu. Mais les éléments qui composent cette dernière sont devenus l’objet d’une autre logique sociale : au lieu de symboliser les vertus d’un éternel paysan sur lesquelles fonder la solidité de la nation, l’entraide et l’entente doivent maintenant “permettre l’utilisation commune de moyens plus rationnels”, s’intégrer à la logique dominante de la croissance et soutenir le processus de rationalisation de la production agricole. Cela devait conduire la JAC à être le premier mouvement agricole à considérer en 1952, après un débat de plusieurs années, que l’exode rural était normal et inéluctable.

9. J. Terpend, texte dactylographié, 1941. Cité in F. Colson, *La JAC des origines à la Libération*, op. cit., p. 29.

10. *Cahiers de formation de la JAC*, n° 7, février 1952, cité in D. Barrès et al., *La JAC et la Modernisation de l’agriculture*, op. cit., p. 9-10.

C'est par la prise en compte de cette complexité qu'on peut mieux comprendre, pensons-nous, la place centrale qu'occupe la JAC dans le mouvement de modernisation de l'agriculture. Ces militants chrétiens, venus du monde hiérarchique et communautaire de la société rurale traditionnelle et s'en émancipant non sans difficultés et contradictions, doivent leur succès à leur éthique personaliste du progrès. Celle-ci leur a permis d'exprimer et d'insérer dans le projet de construction d'une France démocratique, égalitaire et moderniste tout un ensemble de pratiques et de savoirs, de liens sociaux et culturels paysans et ruraux, constitués pendant des siècles d'histoire nationale et qui n'ont pas, loin s'en faut, disparu avec la fin du régime de Vichy. Au cœur du syncrétisme qui a produit le paysan moderne des années 1960, la JAC est le mouvement social paysan où se sont combinés, au nom d'un idéal chrétien qui se transformait en même temps, le rationalisme technico-économique des planistes et le corporatisme agrarien tels que nous les avons définis plus haut. En ce sens, on peut dire que l'humanisme chrétien progressiste de la JAC a, dans l'après-guerre, assuré pour longtemps la fusion des valeurs communautaires attachées à l'imaginaire de l'ancienne société rurale et de l'individualisme économique lié à l'extension de la logique marchande à l'ensemble de la société française. N'est-ce pas là d'ailleurs l'une des clés d'interprétation de la doctrine d'Emmanuel Mounier, que celui-ci définissait dès les années 1930 comme une "révolution personaliste et communautaire"¹¹ ?

PARTICIPER AUX AFFAIRES PUBLIQUES

À la fin des années 1950, les leaders formés par la JAC trouvent avec le CNJA les moyens d'approfondir leur réflexion et leur pratique. S'exprimant désormais comme syndicalistes, ils souhaitent en particulier donner une dimension politique à leur projet de modernisation de l'agriculture. Ils sollicitent en 1958 deux autres mouvements d'origine chrétienne, la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) et le Mouvement républicain populaire (MRP) pour fonder un Rassemblement des forces démocratiques (RFD), "conçu comme un instrument politique de type nouveau, véritable corps représentatif des forces vives du pays"¹². Le rassemblement, qui voulait être à l'origine d'une dynamique politique porteuse d'une véritable démocratie économique et sociale grâce à la participation des forces professionnelles, connaîtra un échec rapide.

Mais ce projet politique de rénovation démocratique travaille aussi d'autres milieux sociaux, modernistes réformateurs, organisés en clubs de réflexion. Les experts et les hauts fonctionnaires du club Jean-Moulin s'inquiètent par exemple, en 1962, de la situation de la société française caractérisée, selon eux, par la passivité du citoyen, l'autoritarisme de l'État et son incapacité à instaurer un véritable dialogue dans la société sur les objectifs du développement¹³. Ces réformateurs de gauche, souvent technocrates et artisans de la modernisation, sont ainsi à l'unisson avec les préoccupations des dirigeants du CNJA. C'est donc tout naturellement que l'on retrouve Michel Debatisse parmi ceux qui tentent, dans des réunions et des colloques¹⁴, de rénover le Plan afin de lui redonner son caractère cohérent et représentatif des groupes sociaux les plus engagés dans la modernisation.

En novembre 1962, la CFTC et le CNJA fondent le Groupe de recherche ouvrier-paysan (GROP) qui élabore un projet de démocratie économique. On peut y lire notamment qu'"une société différenciée ne peut assurer le progrès qu'en associant démocratiquement à sa conception et à sa gestion les travailleurs qui en sont les acteurs et qui doivent en être les bénéficiaires"¹⁵. On comprend ainsi pourquoi la participation du CNJA à l'élaboration de la loi de 1962 par Edgard Pisani résulte autant de la proximité de leurs projets de modernisation de l'agriculture que des efforts entrepris par les syndicalistes pour être partie prenante de la politique agricole. Et d'ailleurs, au même moment, Pierre Mendès France désignait dans *La République moderne* le CNJA comme "l'une de ces forces nouvelles auxquelles l'État doit reconnaître un rôle et qui doit participer activement à son fonctionnement"¹⁶. Les agriculteurs jacistes accédaient ainsi au rang de citoyens modernes.

L'AGRICULTEUR MODERNE, UN PRODUIT DE SYNTHÈSE

On vient de le voir, le grand tournant qui s'opère avec les lois de 1960 et 1962 vient de loin : il est le produit du travail que les trois courants dont nous venons de retracer l'histoire ont effectué dans la société française. Pendant plusieurs décennies leurs pratiques et leurs valeurs ont influencé le comportement des agriculteurs et contribué à orienter l'intervention de l'État. Ce processus a été complexe, marqué d'emprunts réciproques entre les courants et modelé par les soubresauts d'une histoire chaotique. La crise de 1929, la victoire du nazisme, la Libération de la France, la décolonisation, la chute de la IV^e République et

11. E. Mounier, "Révolution personaliste et communautaire" in *Œuvres complètes*, Le Seuil, Paris, 1961-1963, tome 1, 1931-1939, p. 127 et suiv.

12. Communiqué de presse du 18 janvier 1959, cité dans *Paysans*, n° 185, octobre-novembre 1987, p. 22.

13. Voir Club Jean-Moulin, *L'État et le Citoyen*, Le Seuil, Paris, 1961.

14. Un colloque sur la planification réunit par exemple, en mars 1962, à Paris, R. Capitant, M. Debatisse, M. Duverger, L. Hampn, P. Lebrun, S. Mallet, P. Mendès France, A. Philip, G. Suffert et M. Servet (M. Rocard).

15. GROP, *Pour une démocratie économique*, Le Seuil, "Jean-Moulin", Paris, 1964, p. 19.

16. P. Mendès France, *La République moderne*, Gallimard, Paris, 1962.

L'avènement du gaullisme se sont en effet succédé pendant que se mettait en place en place la société de croissance, puis qu'était signé en 1957 le traité de Rome instaurant la CEE.

L'agriculteur moderne des années 1960 est ainsi le produit de ruptures et de synthèses. Ruptures, si l'on considère les fantastiques transformations qui l'arrachent à la société paysanne traditionnelle et en font un citoyen producteur intégré à la société de croissance. C'est sur cet aspect qu'insistent avant tout les exégèses de la politique agricole moderne française, ainsi que nous l'avons vu au chapitre VII¹⁷. Mais ces ruptures se sont opérées grâce à la synthèse faite par la JAC et le CNJA des apports du planisme, du corporatisme et du personnalisme. L'agriculteur de la révolution silencieuse est ainsi au cœur d'un projet de modernisation, qui a fonctionné de manière cohérente jusque dans les années 1970, intégrant ces apports divers dans une triple dimension éthique, politique et technico-économique.

“Nous avons refusé dans les années 1950-1960, à la JAC d'abord, au CNJA ensuite, l'intégration de type capitaliste, la rapide concentration des terres, la transformation des paysans en « salariés » ou prolétaires, la mise à disposition d'industries laitières, avicoles, ou de découpe de la viande, d'agriculteurs totalement intégrés”, rappelaient Michel Debatisse en 1983¹⁸. Le syndicalisme agricole, dans la tradition du personnalisme d'Emmanuel Mounier, a opposé à ces perspectives des valeurs de responsabilité, de maîtrise, de création et d'épanouissement des individus dans le cadre d'exploitations familiales pour lesquelles la croissance n'est pas un but mais un moyen d'accomplissement des hommes. Il a pour cela mis en avant la formation professionnelle et les structures collectives que constituaient les GAEC, les CUMA, les groupements de producteurs, les coopératives de transformation des produits et les mutuelles. Le syndicalisme d'inspiration jaciste a ainsi cherché à promouvoir un agriculteur au statut intermédiaire. Celui-ci n'est ni un salarié, ni un entrepreneur, et c'est là l'ambiguïté fondamentale de son statut. C'est dans le syndicalisme agricole que ces producteurs responsables assument la totalité de leur être professionnel et le personnalisme jaciste a ainsi renouvelé la vieille doctrine corporatiste des corps intermédiaires¹⁹. Et c'est tout naturellement que la FNSEA, dirigée à partir de 1964 par des hommes issus du CNJA, prétendra à la prééminence sur les autres organisations agricoles dans l'encadrement et la représentation des producteurs, tout en reprenant à son compte le thème de l'unité syndicale.

Le CNJA et la FNSEA vont également jouer un rôle concret très important dans la mise au point des techniques modernes de gestion et de production, s'inspirant là encore du productivisme planiste et des conceptions corporatistes de l'encadrement des agriculteurs. Dès les années 1950, on avait assisté dans maintes régions françaises à un premier éclatement du système traditionnel de l'exploitation de polyculture-élevage, par la séparation progressive des productions végétales et animales. Dans les années 1960, l'unique possibilité de développement pour les exploitants dotés de petites et moyennes structures, qui constituent l'essentiel des troupes jacistes, réside dans un effort accru d'intensification du travail et de la production. La production laitière se sépare à son tour de la production de viande bovine. Plus généralement, les jeunes bovins, les porcs et les poulets vont faire l'objet d'une production de masse à partir d'ateliers spécialisés, souvent hors sol. Les productions de lait et de viande donnent alors lieu à des modèles de production qui sont le résultat d'une élaboration réunissant et parfois opposant des agriculteurs, des techniciens, des scientifiques et des responsables politiques²⁰.

Issus de débats et d'expérimentations, ces modèles sont une représentation, avec des références concrètes, de la “meilleure” façon de produire du lait et de la viande pour satisfaire à la fois les objectifs des producteurs et ceux de la société. Prolongement concret du productivisme planiste par l'entremise des agriculteurs, des stratégies des IAA et de l'intervention de l'État, les modèles d'intensification vont devenir dans les années 1960 et 1970 un véritable idéal social, s'imposant à tous, aussi bien à ceux qui peuvent les appliquer qu'à ceux qui n'en ont pas les moyens. Cet exemple du travail commun du syndicalisme agricole et de la puissance publique n'est pas le seul. Il s'étend à l'ensemble de l'administration de la production et finit par aboutir à une véritable fusion de la profession et de l'État dans l'application de la politique agricole. [...]

17. “Les grandes interprétations de la politique agricole” (p. 115-141).

18. M. Debatisse, *Le Projet paysan*, Le Seuil, “L'histoire immédiate”, Paris, 1983, p. 59.

19. P. Coulomb et H. Nallet, *Le Syndicalisme agricole et la Création du paysan modèle*, INRA-Cordes, Paris, 1980, p. 58 et 59.

20. Voir P. Alphanéry *et al.*, *Les Formes de l'intensification en élevage bovin*, INRA-Cordes DGRST, mai 1988, 409 p.